

SNCS-HEBD0 n°25-03

17 juin 2003

La mort de la science commanditée par la technologie du vivant : des groupes de pression de l'industrie biotechnologique à l'origine du projet de réforme de la recherche

Le Figaro du 12 mai dernier révélait l'existence et présentait les grandes lignes d'un projet de réforme de la recherche publique française rédigé par un mystérieux Conseil Stratégique de l'Innovation (CSI). Qualifié à juste titre « d'attaque terroriste sur la recherche », le projet de réforme se résume en trois points (Cf. SNCS HEBDO n°20-03 du 15 mai 2003) : suppression des organismes de recherche ; suppression des chercheurs et des jeunes titulaires et suppression des instances scientifiques.

Par la section Grenoble Campus du SNCS-FSU

Ce mystérieux CSI s'est constitué le 24 juin 2002 sur proposition d'un dénommé Dr Philippe Pouletty, que l'on présente comme étant le président d'Objectif 2010 et de France Biotech. Créée en 1997, l'association France Biotech n'est autre qu'un groupe de pression regroupant des entreprises françaises de biotechnologie (Genset, Biovector Therapeutics, Genopietic, Hybrigenics, Transgene, Gen-Odysee, Urogene, Clean Cells...).

L'objectif de France Biotech est de « constituer une force de proposition auprès des pouvoirs publics et des organisations économiques pour améliorer l'environnement économique et juridique des entreprises biotechnologiques ». Quant à Objectif 2010, il s'agit d'une association créée en 1998 et regroupant entrepreneurs, juristes et économistes « qui vise à contribuer à des réformes économiques et sociales en France ». Une grande spécialité de cette association semble être la rédaction de projets de loi, puisqu'elle affirme être à l'origine du nouveau statut d'entreprise SAS (Société par Actions Simplifiée) voté dans le cadre de la loi sur l'Innovation de juillet 1999, du nouveau statut des jeunes entreprises innovantes et d'un nouveau statut des fondations pour soutenir notamment la recherche médicale. On comprend donc mieux pourquoi les seuls représentants des EPST au sein du comité constitutif du CSI sont des DG de la communauté des sciences du vivant : Christian Bréchet (DG de l'INSERM) ; Marion Guillou (DG de l'INRA) ; Bernard Pau (Directeur du département SDV du CNRS).

Le dossier de presse sur le site web de France Biotech¹ est extrêmement instructif quant aux

objectifs de ces groupes de pression. Parmi les exemples les plus révoltants, on soulignera leur position en faveur de la brevetabilité du vivant, leur proposition d'affecter 1 % du budget de la CNAM à des investissements boursiers en faveur de sociétés de biotechnologie ou encore leur plaidoyer en faveur d'une réduction d'impôt pour les investisseurs en biotechnologie !

Les dossiers de presse d'avril et mai 2002 regorgent d'articles faisant état des pressions exercées pendant la campagne présidentielle sur les candidats Chirac et Jospin. Dans les nombreux articles ou entretiens de Philippe Pouletty, on retrouve les grandes lignes du projet de réforme de la recherche rédigé par le CSI : suppression du statut de chercheur (exprimée sous la forme « mobilité des chercheurs du public vers le privée ») et création de fondations chargées de recruter des fonds pour la recherche au moyen de mesures fiscales attractives. Dans un questionnaire adressé au candidat Chirac par Biotech France et Objectif 2010, on est très heureux d'apprendre que ce dernier est favorable à toutes ces mesures ! Enfin, si toutes les précautions sont prises pour épargner « certaines susceptibilités » (comme dit si bien Philippe Pouletty) dans les articles de la presse française, les objectifs sont par contre très clairement exprimés dans les articles de la presse anglo-saxonne. On y apprend au passage qu'une interview de Philippe Pouletty pour le Time fut interrompue par un coup de téléphone de l'Élysée, et on nous explique que l'idée que Philippe Pouletty veut faire passer en France, c'est tout simplement « a more business like approach to research ». Cette fois c'est dit ! ■

¹ www.france-biotech.org